

Brève histoire du Laos avant 1975

Olivier EVRARD et Vathana PHOLSENA

Pour les périodes antérieures à la colonisation française, le Laos est généralement désigné sous le nom de *Lan Xang Hom Khao*, ou « Royaume du million d'éléphants et du parasol blanc ». On connaît mal l'origine de ce royaume mais il est généralement admis qu'il fut créé au début du XIV^e siècle après une longue période de contacts et de cohabitation entre des populations de langue tai venues du nord et des populations autochtones de langue mon-khmer. Ces dernières avaient déjà reçu des influences bouddhistes et fondé au cours du premier millénaire des centres politiques et commerciaux importants, notamment à Louang Prabang, ville connue dans les Chroniques lao sous le nom de Müang Soua. La création du Lan Xang, attribuée au souverain Fa Ngum, intervient au milieu du XIV^e siècle, quelques années après une rupture dynastique qui correspond probablement à la prise du pouvoir par les populations de langue tai (Stuart-Fox, 1997). Jusqu'au XVIII^e siècle, le Lan Xang a connu des périodes de rayonnement politique durant lesquelles il contrôlait une grande partie des régions du Moyen Mékong, et des périodes de crise et d'invasions – notamment birmanes et vietnamiennes au XVI^e siècle – moins bien documentées.

A partir du XVIII^e siècle, le Lan Xang entre dans une longue phase de récession. Ne résistant pas aux luttes intestines, le royaume se morcelle en trois principautés, Louang Prabang au nord, Vientiane au centre et Champassak au sud (voire quatre avec Xieng Khouang, se libérant par intermittence de la tutelle de Vientiane). Au cours des décennies suivantes, ces trois entités vont tomber sous la domination des Siamois qui sont parvenus de leur côté à reconstituer un royaume puissant après avoir chassé les Birmans. En 1827, sous le règne de Rama III (1824-1851), les armées siamoises défont les troupes du roi de Vientiane, Anouvong (connu aussi sous le nom de Chao Anou). La capitale Vientiane est saccagée et mise à sac. Anouvong est emmené en captivité à Bangkok, où il meurt peu après. Surtout, la grande majorité des habitants de la région de Vientiane sont déplacés et installés dans les régions de Lopburi, Saraburi et Suphanburi situées au nord de Bangkok.

Tout au long du XIX^e siècle, les Siamois vont mener une politique de déplacements systématiques aux dépens des provinces lao. Les régions du centre (les provinces actuelles de Vientiane, de Bolikhamsay et de Khammouane) font l'objet de raids fréquents durant les décennies 1830 et 1840, et leurs populations sont envoyées de l'autre côté du Mékong, sur le plateau de Khorat. Le même processus s'exerce aux dépens de la principauté de Xieng Khouang au nord-est du Laos à la suite d'opérations militaires menées en 1834, ainsi que dans les régions du nord-ouest vers 1810 (actuelles provinces de Louang Namtha et de Bokeo). La politique siamoise de déportation massive de la population lao s'explique en partie en réaction contre l'emprise politique et administrative de l'empire Dai Viêt (le Vietnam actuel) sur les territoires lao au cours de la même période.

Au moment où la France décide de créer un vice-consulat à Louang Prabang, en 1886, l'ancien royaume lao du Lan Xang est donc profondément divisé et affaibli, sa capitale Vientiane est détruite et de nombreuses régions ont été dépeuplées par les déplacements opérés par les Siamois. La principauté de Louang Prabang, désormais vassale du royaume de Siam, voit sa population décroître depuis une quarantaine d'années¹. Partout dans les régions périphériques du nord, les populations locales s'agitent et essayent de se soustraire à une autorité royale incapable de les protéger des pillards. Les Siamois eux non plus, malgré leurs expéditions militaires, ne parviennent pas à maîtriser les groupes armés du nord. Ce contexte profite aux ambitions coloniales de la France : après une nouvelle attaque et le pillage de Louang Prabang en 1887, l'explorateur Auguste Pavie, nommé vice-consul l'année précédente, persuade le roi du Laos de solliciter la protection française sur son territoire. Nommé consul général à Bangkok en février 1892 avec le rang de ministre, Pavie est chargé de négocier avec les Siamois leur retrait des régions lao. A l'origine, il souhaitait que la France refusât tout projet adoptant le Mékong comme frontière internationale. Son point de vue n'est pas entendu et les négociations qui vont suivre entre la France, le Siam, l'Angleterre et la Chine poseront les bases d'un futur Etat lao sans réelle cohérence historique ou culturelle.

Le blocus naval de Bangkok par deux canonnières françaises le 12 juillet 1893 est suivi huit jours plus tard par un ultimatum exigeant des Siamois qu'ils reconnaissent les droits français sur tous les territoires à l'est du Mékong, reconnaissance confirmée par le traité signé le 3 octobre 1893. En juin 1895, un second traité est signé avec la Chine pour les

1. Lettre de A. Pavie au ministère des Affaires étrangères à Paris ; correspondance politique et commerciale 1897-1918, nouvelle série, sous-série Indochine, carton n°1 (Administration et défense de l'Indochine 1896-1917).

provinces du nord, puis avec l'Angleterre en janvier 1896 pour les régions proches de la Birmanie. En 1904, un nouveau traité passé avec le Siam rattache aux possessions françaises deux territoires à l'ouest du Mékong : l'actuelle province de Sayaboury et la portion occidentale de l'actuelle province de Champassak. Après cette date, et à l'exception de quelques aménagements territoriaux (Huaphan et Xieng Khouang sont transférées du Tonkin au Laos), les frontières du Laos ne vont plus être fondamentalement modifiées. La France avait atteint son objectif, celui de disposer d'un vaste réservoir d'espace et de ressources naturelles à l'ouest du Vietnam et, en cela, elle n'avait aucune volonté, malgré les arguments ethnographiques et historiques apportés par la Mission Pavie, de récréer l'ancien royaume du Lan Xang en réclamant encore des territoires à l'ouest du Mékong. Le nouveau découpage territorial allait pourtant rester une source de conflit armé entre le Laos et la Thaïlande. Surtout, il hypothéquait gravement la possibilité pour le Laos de redevenir une puissance importante au centre de la péninsule, même une fois son indépendance acquise.

De la colonisation à l'indépendance

Si la colonisation a mis fin à la domination siamoise et vietnamienne, et à l'éclatement du Laos en principautés rivales, elle a donc aussi créé une anomalie géographique sans considération pour sa viabilité politique et économique. Elle a, certes, permis le développement d'un embryon d'Etat moderne et d'une élite locale formée à l'éducation européenne mais dans des proportions nettement moindres qu'au Vietnam. La colonisation française considérait à l'époque le Laos comme une simple annexe du Vietnam. Sur le plan intérieur, l'administration coloniale française a surtout contribué à modifier les règles du rapport interethnique et à amplifier les inégalités sociales entre les populations des centres urbains et des plaines et les multiples groupes montagnards. Le colonisateur français souhaitait faciliter la perception de l'impôt, la participation aux corvées (construction et entretiens des routes) et l'instauration du monopole de la Régie de l'opium, mesures par lesquelles il espérait faire du Laos une possession économiquement intéressante pour l'Indochine². Il fallait pour cela donner plus de pouvoir à des

2. A l'exception des quelques pistes construites grâce aux corvées, le bilan de la présence française au Laos est maigre et aucune action ne fut entreprise pour encourager le développement économique et social.

responsables locaux avec lesquels on pouvait communiquer facilement par écrit. D'où la préférence donnée aux notables tai par rapport aux montagnards. Cet avantage fut d'autant plus sensible que le nombre d'administrateurs français dans les régions rurales resta faible et que les chefs tai locaux purent détourner une partie des impôts et utiliser pour eux-mêmes le système de la corvée. Cependant, dès la fin du XIX^e siècle, les autorités coloniales durent faire face, au sud et au nord du pays, à des problèmes insurrectionnels liés au système des corvées, au monopole de l'opium ou bien encore, dans certains cas, à des révoltes à caractère messianique.

La défaite de la France par l'Allemagne nazie en juin 1940 et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Europe et en Asie marque un tournant décisif dans l'histoire coloniale française. Le Japon, allié de l'Allemagne, va rapidement prendre contrôle du territoire de l'Indochine française, qui reste cependant administrée par le gouvernement de Vichy jusqu'en 1945. Le 9 mars de cette année, les Japonais réduisent à néant l'administration coloniale française et poussent les leaders cambodgiens, lao et vietnamiens à déclarer leur indépendance sous leur patronage. Le Laos le fait le 8 avril 1945. Le prince Phetsarath, neveu du roi, prend les fonctions de Premier ministre. Il établit un gouvernement provisoire à Vientiane, et créé, le 8 août 1945, le comité Lao Issara (« Laos libre »), l'embryon du futur gouvernement. Deux de ses demi-frères, les princes Souvanna Phouma et Souphanouvong, et d'autres membres de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie lao, rejoignent ce nouveau groupe. Mais le retour des troupes françaises, après la capitulation japonaise en août 1945, met un arrêt brutal aux efforts indépendantistes lao. En mars 1946, à Thakhek, au centre du Laos, les forces du Lao Issara sont défaites par l'armée française, et ses leaders s'enfuient vers la Thaïlande. Deux mois plus tard, le Laos devient une monarchie constitutionnelle au sein de l'Union française.

Une scission apparaît progressivement au sein des membres du Lao Issara réfugiés à Bangkok. Ses leaders ont alors des conceptions très divergentes sur l'avenir politique du Laos : le prince Phetsarath prône la stricte neutralité vis-à-vis de la France et du Vietnam ; cette politique sans concession le conduit à dix années d'exil en Thaïlande. Souvanna Phouma choisit, par contre, la coopération avec la France – la seule alternative à ses yeux contre la menace communiste – et, avec ses partisans, retourne à Vientiane lorsque le gouvernement en exil du Lao Issara s'auto-dissout en octobre 1949. Souphanouvong prend le chemin inverse : il s'engage au côté du Vietnam du Nord communiste. Le 13 août 1950, un gouvernement de résistance, plus tard communément connu sous le nom de Pathet Lao (« Nation lao »), est formé à

Tuyen Quang au nord du Viêt-nam, avec Souphanouvong à sa tête, et un programme politique en douze points est adopté. A partir de cette date, l'action militaire du « Front du Laos libre », qui deviendra le Néo Lao Hak Sat (NLHS), le « Front patriotique lao », en 1955, se double d'une politique très efficace de diffusion de l'idéologie marxiste-léniniste au sein des populations montagnardes³.

Le Laos dans la tourmente de la guerre américano-nord vietnamienne

Entre 1954 et 1956, on pouvait encore croire au respect de la neutralité internationale du Laos. Les accords de Genève conclus en juillet 1954 (deux mois après la défaite française à Diên Biên Phu, le 7 mai) stipulent la réintégration des forces du Pathet Lao dans le système politique du pays. Ils aboutissent aux Accords de Vientiane en juin 1956 entre le Neo Lao Hak Sat et le gouvernement royal lao et à la création du premier gouvernement de coalition dirigé par Souvanna Phouma en novembre 1956. Ce gouvernement ne dure guère plus d'une année. A la suite du succès du NLHS en mai 1958 aux élections législatives, le gouvernement américain suspend son aide financière dont le pays dépend très largement, et force de ce fait Souvanna Phouma à la démission. S'ensuit alors une longue période d'instabilité marquée par une succession de coups d'état, d'élections truquées et par une aggravation continue de la situation militaire sur le terrain.

Dans les années 1960, l'escalade de la guerre au Viêt-nam rendra vaine toute tentative de tenir le Laos à l'écart du champ de bataille de la Guerre froide. A partir de 1964, les Etats-Unis soutiennent militairement le régime du Sud-Vietnam, ce qui signifie, entre autres, la nécessité de neutraliser le Nord-Vietnam et de lutter contre l'infiltration communiste au sud à travers les frontières poreuses du centre et du sud du Laos. En 1973, après plusieurs années de bombardements violents un peu partout

³ En 1953, sous l'action conjointe du Vietminh et du Néo Lao Issara, « vingt-sept zones d'opérations avaient été établies au Laos, principalement dans les régions frontières habitées par les minorités ethniques » (Stuart-Fox, 1986 : 20). Cependant, il faut garder en mémoire que l'appartenance ethnique ne constitue pas toujours un critère pertinent pour comprendre l'engagement des populations dans le conflit. Pendant longtemps, ce fut une guerre sans véritable front dans laquelle deux ensembles de villages appartenant à un même groupe ethnique pouvaient très bien s'engager l'un aux côtés des Lao Issara, l'autre aux côtés des troupes sous commandement français. Au sein d'un même village parfois, certains hommes pouvaient s'engager dans des camps différents, et d'autre part, l'engagement d'un groupe localisé pouvait se retourner très rapidement.

au nord et à l'est du pays, la volonté de désengagement des Etats-Unis du Vietnam en particulier, et de l'Asie du Sud-Est en général, permet la signature des Accords de Paris en janvier avec le Vietnam et un mois plus tard à Vientiane, le 21 février 1973, des Accords de Vientiane sur la restauration de la paix et la réconciliation au Laos. Un nouveau gouvernement de coalition est formé le 5 avril 1974. Les forces du Pathet Lao contrôlent à cette date environ les quatre cinquième du territoire, y compris l'ensemble des zones montagneuses, et 40 % de la population, tandis que les forces de Vientiane contrôlent les grandes villes du sud et les berges du Mékong. L'entrée de Khmers rouges dans Phnom Penh et la prise de Saïgon par les troupes nord-vietnamiennes, respectivement le 17 et 30 avril 1975, précipitent la fin du régime. Le roi Savang Vatthana abdique le 29 novembre 1975. Le 2 décembre, la monarchie est officiellement abolie et la République démocratique populaire lao est créée. Le 5 sont formés une Assemblée nationale constituante, présidée par le prince Souphanouvong et un gouvernement provisoire, avec à sa tête Kaysone Phomvihane.

Evrard Olivier, Pholséna V. (2005)

Brève histoire du Laos avant 1975

In : Gentil D. (dir.), Boumard P. (dir.) Le Laos doux et amer :
vingt-cinq ans de pratiques d'une ONG

Paris : Karthala, 315-320. (Hommes et Société.Sciences
Economiques et Politiques). ISBN 2-84586-727-1